

Surplus des caisses de retraite

Les retraités auront-ils voix au chapitre?

GÉRARD BÉRUBÉ
LE DEVOIR

Les retraités croisent les doigts. Plus de deux ans après l'adoption controversée de la loi 102 sur les régimes complémentaires de retraite, ils ont rendez-vous avec le nouveau ministre de la Solidarité sociale. Cette rencontre s'inscrit dans la continuité des engagements libéraux, disait-on hier. Des engagements qui visaient à donner aux retraités voix au chapitre en matière d'utilisation des surplus.

Une rencontre avec les représentants de la Fédération des associations de retraités est à l'agenda de Claude Béchar, ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, le 25 juin. «*Nous avons bon espoir que les engagements du Parti libéral seront respectés*», a précisé Claude Alarie, porte-parole de la Fédération. «*Ça s'inscrit dans la continuité de ce qui a été fait*», a souligné l'attachée de presse du ministre, Mylène Campoux.

Dans leur longue croisade visant à faire reconnaître leur paternité sur leur quote-part des surplus des caisses de retraite, les retraités avaient reçu l'appui du Parti libéral. Un appui officialisé en mai 2001

par le dépôt d'un projet de loi symbolique (le projet de loi 193) venant cimenter les engagements des libéraux. Ce dossier était piloté par Henri-François Gauthrin, alors porte-parole de l'opposition officielle en la matière. «*Certains vont dire que dans le contexte actuel, la question des surplus des caisses de retraite est hors d'ordre puisque les déficits ont désormais pris la place des excédents. Or, ce n'est pas cela la question, l'enjeu*», a rappelé Claude Alarie.

Faisant fi des doléances du front contestataire qui, au sommet de la vague de protestations, regroupait des associations représentant un million de retraités, le ministre de la Solidarité sociale de l'époque, André Boisclair, tenait son projet de loi 102 à bout

de bras jusqu'à son adoption, en novembre 2000. Dans cette loi venant modifier la Loi sur les régimes complémentaires de retraite, le gouvernement répondait alors à la polémique entourant la paternité des surplus en subordonnant le droit des retraités à une entente patronale-syndicale. Une entente «*à laquelle ils ne sont ni partie ni représentés*», martelaient les retraités.

«*Les retraités ont investi une part importante de leurs revenus dans les caisses de retraite et n'acceptent*

pas que le gouvernement intervienne pour les priver du rendement de leur salaire et leur droit de contester des décisions qu'ils jugent injustes», ont-ils soutenu. Tout en rappelant que les retraités représentent 47 % des participants dans les caisses de retraite et qu'ils ont contribué à près de 50 % des fonds des régimes au Québec, ils demandaient, au minimum, une modification de la Loi exigeant le consentement des retraités pour les modifications de régimes visant l'utilisation des surplus.

Dans son appui Henri-François Gauthrin, député de Verdun et aujourd'hui adjoint parlementaire du premier ministre, a défendu l'idée que la loi devait être modifiée de manière à renfermer un mécanisme de consultations qui permettrait également aux employés non syndiqués et aux retraités d'être consultés quant à l'utilisation des surplus. Faisant référence au processus de consultations publiques sur la question qui s'engageait en Ontario, il a soutenu que «*le gouvernement ontarien propose d'obtenir l'accord de ces deux groupes [retraités et employés non syndiqués], en plus des travailleurs syndiqués et des employeurs, avant de procéder à la répartition des excédents. Il serait sage que le gouvernement du Québec revienne sur sa position et propose la même chose.*»

Vos finances